

Benjamin Roduit, Conseiller national, Le Centre

Seule la version orale fait foi.

Mesdames, Messieurs,

Le fonds climat est présenté comme un projet d'avenir. Mais lorsqu'on l'examine de près, deux constats s'imposent clairement. Deux constats qui nous obligent à dire non.

Premier constat : le fonds climat sacrifie d'autres tâches essentielles de la Confédération. Comme vous le savez, le budget de la Confédération s'élève à un peu plus de 80 milliards de francs par an. Le fonds climat mobiliserait entre 5 et 10 % de ce budget, soit plusieurs milliards de francs chaque année.

Ces moyens ne sont pas nouvellement générés. Ils doivent être pris ailleurs - prélevés sur le budget existant ou financés par l'endettement. Cela signifie concrètement moins d'argent pour la santé, la sécurité, les prestations sociales, la formation, les infrastructures ou l'agriculture. Le Conseil fédéral lui-même souligne dans son message que le fonds pèserait sur d'autres domaines d'action et évincerait des investissements nécessaires.

La Confédération n'a pas de ressources illimitées. Chaque franc consacré au fonds climat est un franc qui manque pour d'autres prestations essentielles et attendues par la population. Ce fonds crée une concurrence directe et dangereuse entre les priorités de l'État, dans un contexte financier déjà tendu.

Deuxième constat : cette initiative méprise le frein à l'endettement. Pour financer un tel fonds, les initiateurs acceptent une augmentation massive de la dette. Ils remettent en cause un pilier central de notre politique financière : le frein à l'endettement, inscrit à l'article 126 de la Constitution.

Cet article est clair : la Confédération doit équilibrer ses dépenses et ses recettes à long terme. Contourner cette règle, c'est repousser les problèmes à plus tard et transférer la facture aux générations futures.

Plus de dettes aujourd'hui signifie des hausses d'impôts demain. Lorsque les intérêts augmentent et que les marges de manœuvre disparaissent, il ne reste que deux options



: couper dans les prestations ou augmenter la pression fiscale. Dans les deux cas, ce sont les citoyens qui paient.

Le fonds climat conduit la Suisse sur une voie dangereuse, contraire à sa tradition de finances publiques solides, responsables et durables. Une politique climatique crédible ne peut pas reposer sur l'endettement massif et la mise sous pression des autres tâches de l'État.

En résumé, le fonds climat affaiblit les prestations essentielles et remet en cause le frein à l'endettement. C'est pourquoi nous nous engageons contre cette initiative.